CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 16 JUIN 2025

L'an deux mil vingt-cinq le seize juin, le Conseil Municipal de la Commune de **SAINT-MARTIN-DE-SANZAY**, dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie en session ordinaire, sous la présidence de Madame **Valérie GUIDAL**, Maire.

Date de convocation : **05 juin 2025**
Nombre de Conseillers en exercice : **14**

PRESENTS : Mme GUIDAL Valérie, M. DECESVRE Thierry, Mme BOISNIER Françoise, M. BOUHABEN Michel, Mme DORIZON Betty, M. AIRAULT Stéphane, Mme MICHAUT Bernadette, Mme BREJEON Gaëlle, Mme MONORY Myriam, M. FALOURD Claude, M. LE STRAT Yann, Mme JANNETEAU Lysiane,

ABSENTS EXCUSES : Mme CHARETIER Jeanne, M. SCHWAN Charles-Edouard qui ont donné procuration à M. DECESVRE Thierry et Mme BOISNIER Françoise.

Mme le Maire ouvre la séance à 19h00.

---

1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 05 mai 2025

Adopté à l'unanimité.

---

2 – Fixation du nombre et de la répartition des sièges du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Thouarsais

Le Maire indique au conseil municipal qu'il a été envisagé de conclure, entre les communes un accord local, suite à la conférence des Maires du 19 mai 2025, fixant à 58 le nombre de sièges du conseil communautaire de la Communauté de Communes, réparti, conformément aux principes énoncés de l'article L.5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante :

	Population municipale	Répartition 2026 sièges communautaires
Brion Près Thouet	753	1
Coulonges Thouarsais	445	1
Glénay	539	1
Loretz d'Argenton	2590	4
Louzy	1292	2
Luché Thouarsais	533	1
Luzay	621	1
Marnes	220	1
Pas de Jeu	343	1
Pierrefitte	323	1
Plaine et Vallées	2334	4
St Cyr la Lande	373	1
St Généroux	339	1
St Jacques de Thouars	423	1
St Jean de Thouars	1322	2

St Léger de Montbrun	1257	2
St Martin de Macon	320	1
St Martin de Sanzay	1037	2
St Varent	2396	4
Ste Gemme	407	1
Ste Verge	1404	2
Thouars	13949	19
Tourtenay	126	1
Val en Vignes	2023	3
	35369	58

DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL : A l'unanimité le Conseil Municipal valide l'accord local proposé et la répartition des sièges du Conseil Communautaire telle que présentée.

Annule et remplace la précédente délibération transmise au contrôle de légalité le 24 juin 2025

3 – Réalisation d'un emprunt

Madame la Maire rappelle que la réalisation d'un prêt de 75 000 € a été inscrite au budget 2025. Elle précise que plusieurs organismes financiers ont été contactés et présente à l'assemblée les diverses propositions reçues.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- retient la proposition du Crédit Mutuel Loire Atlantique Centre Ouest, pour un prêt de 75 000 €, à taux fixe : 3.75 %, sur 10 ans,
- donne pouvoir à Madame la Maire pour signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

4 – Mise à jour du tableau des emplois (suite à l'avancement de grade)

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante, compte tenu des nécessités du service, de modifier le tableau des emplois, afin de permettre la nomination de l'agent inscrit au tableau d'avancement de grade établi pour l'année 2025.

Cette modification, préalable à la nomination, entraîne la suppression de l'emploi d'origine, et la création de l'emploi correspondant au grade d'avancement.

Vu le tableau des emplois,

Il est proposé à l'assemblée :

- de supprimer un emploi d'Adjoint Technique Territorial, à temps complet – 35 heures par semaine.
- de créer un emploi d'Adjoint Technique Territorial Principal 2ème classe à temps complet – 35 heures par semaine.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

DECIDE d'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée, à compter du 11 décembre 2025.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au budget, chapitre 012, article 6411.

ADOpte : à l'unanimité des présents, la proposition ci-dessus.

5 - Formations professionnelles

Suite à la réunion de la Commission Communale en charge du personnel, il a été proposé de retenir un programme de formations pour l'année 2025, répondant soit à une demande des agents, soit à des nécessités de services.

- Formation sur le harcèlement entre enfants formation organisée par le CNFPT, du 26 au 28 août à SAINT-LEGER DE MONTBRUN : 3 agents sont intéressés,
- Formation BAFD : il est proposé d'inscrire un agent du service d'accueil périscolaire à une session, afin de pouvoir disposer d'un agent formé pouvant pallier l'absence de la directrice sans avoir à solliciter une dérogation.

A l'unanimité, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les propositions de la Commission,
- charge Mme BOISNIER de rechercher une session pour une formation BAFD, de se rapprocher des services de la CCT et notamment la commission en charge de la jeunesse, pour la mise en place de formations mutualisées.

---

6 - Travaux d'Intérêt Général

Madame la Maire informe l'assemblée de son contact avec Mme CANCALON, Référente Territoriale Départementale et présente le dispositif Travail d'Intérêt Général.

Le TIG (Travail d'Intérêt Général) est une peine prononcée par le Tribunal et acceptée par la personne condamnée qui va réaliser des heures de travail, non rémunéré, dans une structure d'accueil.

Il est précisé que plusieurs communes participent à ce dispositif en accueillant des personnes qui sont intégrées dans une équipe de travail, et que les retours d'expériences sont très positifs.

Il est proposé, de constituer un dossier de candidature pour des missions :

- d'entretien des espaces verts communaux
- de ménage des gîtes communaux de la Ballastière

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- émet un avis favorable à l'accueil de personnes dans le cadre des TIG,
- donne pouvoir à Madame la Maire pour constituer le dossier de candidature et signer l'ensemble des pièces relatives à ce dossier.

---

7 - Modification de la délibération du 09/11/2016 instaurant les IHTS

Madame la Maire informe l'assemblée que dans le cadre de son visa thématique de la paie sur les indemnités horaires pour travaux supplémentaires, des irrégularités ont été constatées par le service de gestion comptable de Thouars.

Il apparaît que la délibération du 09 novembre 2016 instituant l'application des IHTS aux agents titulaires et non titulaires selon une liste de cadres d'emploi de catégorie B et C n'est pas suffisamment détaillée, conformément au Décret 2022-505 du 23 mars 2022 et doit être modifiée en précisant la liste des emplois (missions ou fonctions) concernés par les IHTS.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE

D'instituer selon les modalités suivantes et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires aux agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Filière	grade	Fonctions ou service (le cas échéant)
ADMINISTRATIVE	Rédacteur Principal de 1 ^{ère} classe	Secrétaire Général de Mairie

	Adjoint Administratif Principal de 1 ^{ère} classe	Accueil – Etat Civil – Urbanisme – Locations des gîtes et des salles
	Adjoint Administratif Principal de 2 ^{ème} classe	Accueil – Etat Civil – Urbanisme – Locations des gîtes et des salles
	Adjoint Administratif	Accueil – Etat Civil – Urbanisme – Locations des gîtes et des salles
TECHNIQUE	Adjoint Technique Principal de 1 ^{ère} classe	Service espaces verts – service voirie – Service Bâtiments communaux – Service restauration scolaire
	Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} classe	Service espaces verts – service voirie – Service Bâtiments communaux – Service restauration scolaire
	Adjoint Technique Territorial	Service espaces verts – service voirie – Service Bâtiments communaux – Service restauration scolaire
ANIMATION	Adjoint d'Animation Principal de 1 ^{ère} classe	service d'accueil périscolaire et extrascolaire – Service scolaire
	Adjoint d'Animation Principal de 2 ^{ème} classe	service d'accueil périscolaire et extrascolaire – Service scolaire
	Adjoint Territorial d'Animation	service d'accueil périscolaire et extrascolaire – Service scolaire

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires : sont attribuées dans le cadre de la réalisation effective de travaux supplémentaires demandés par l'autorité territoriale ou le chef de service et selon les dispositions du n° 2002-60 du 14 janvier 2002.

La rémunération de ces travaux supplémentaires est subordonnée à la mise en place de moyen de contrôle (moyen de contrôle automatisé – décompte déclaratif). Le versement de ces indemnités est limité à un contingent mensuel de 25 heures par mois et par agent.

Lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel peut être dépassé sur décision du chef de service qui en informe immédiatement les représentants du personnel du Comité Technique. A titre exceptionnel, des dérogations peuvent être accordées après consultation dudit Comité, pour certaines fonctions. Pour les agents à temps non complet, les IHTS sont calculés selon le taux horaire de l'agent dans la limite des 35 heures. Au-delà, elles sont calculées selon la procédure normale décrite dans le décret n° 2002-60.

Ces indemnités pourront être étendues aux agents contractuels de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.

8 - Transport scolaire : avenant à la convention de délégation

Madame la Maire rappelle qu'une convention de délégation de la compétence transports scolaires a été signée en 2019, pour la desserte du groupe scolaire Joseph DUFOURNET.

Cette convention arrivant à expiration, le Conseil Régional propose de la renouveler par avenant.

D'autre part, il est demandé à l'assemblée de délibérer sur les participations familiales

Madame la Maire propose de renouveler la convention en cours et précise qu'à ce jour il n'a pas été voté de participation de la Commune : il est proposé de maintenir cette disposition.

Après en avoir délibéré, le Conseil :

- autorise Madame la Maire à signer l'avenant à la convention de délégation,
- décide de ne pas verser de participation

9 - Accueil de Loisirs : modification tarifaire

Il est rappelé que les tarifs 2025/2026 ont été votés lors de la réunion du 05 mai et qu'il a été instauré une nouvelle tarification pour la journée sans repas.

Afin de traduire ce nouveau tarif dans le logiciel de facturation, il est proposé de maintenir le tarif journée avec repas et de créer une remise égale au montant du prix du repas.

Après délibération, le Conseil Municipal émet un avis favorable à cette proposition et vote la nouvelle grille tarifaire modifiée :

Tarifs applicables à compter du 08/07/2024	2023/ 2024	2024/ 2025	2025/ 2026 + 3 %	2023/ 2024	2024/ 2025	2025/ 2026 + 3 %
Accueil péri-scolaire	Enfants commune			Hors commune		
Forfait matin & soir	4,63	4,72	4.86	5,80	5,92	6.10
Vacation matin ou soir	2,88	2,94	3.03	3,60	3,67	3.78
Accueil du mercredi REPAS NON COMPRIS						
Coût journée	11,55	11,78	12.13	14,42	17,66	18.20
1/2 Journée	5,80	5,92	6.10	7,25	8,83	9.09
Coût repas	3,27	3,34	3.44	3,27	3,34	3.44
Retard appliqué dès le 3ème retard émarginé	2,68	2,73	2.81	2,68	2,73	2.81

Centre de loisirs						
Journée avec repas	15,00	15,30	15.76	25,00	22,00	22.66
Remise pour journée sans repas			-3.44			-3.44
Petite sortie	7,50	7,50	7.72	12,50	7,50	7.72
Grande sortie - mini camp	14,00	14,00	14.42	14,00	14,00	14.42
Tarif 4 jours		60,00	61.80		86,00	88.58
tarif 5 jours		75,00	77.25		107,00	110.21
Majoration exceptionnelle accueil enfant inscrit mais non réservé		10,00	10.30		10,00	10.30

10 - Demande d'autorisation d'exploiter une parcelle communale

M. DECESVRE informe l'assemblée qu'il ne souhaite pas participer aux débats concernant ce dossier et quitte la salle.

Madame la Maire rappelle que L'EARL La Prairie (M et Mme BERNARDIN) a résilié le bail agricole en date du 10/12/2018 concernant le terrain communal cadastré YL 114 pour une surface de 69a72ca et qu'à ce jour, deux demandes d'autorisation d'exploiter ont été reçues pour ce terrain :

M. BRACONNIER Kévin qui vient de reprendre une exploitation agricole à BRION-PRES-THOUET

Mme BUROT Julie qui s'installe et reprend l'exploitation de l'EARL la Prairie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide la demande d'autorisation d'exploiter déposée par Mme BUROT Julie et donne pouvoir à Madame la Maire pour signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

11 - Vente d'un ensemble immobilier : division parcellaire préalable

Par délibération en date du 20 janvier 2025, le principe de la vente de cet ensemble immobilier a été acté. Préalablement à la mise en vente, une division parcellaire est nécessaire afin de détacher le garage de cet ensemble cadastré AH 87, car c'est par ce garage que le locataire du logement communal situé au n° 11 place Jean Louis Noël, peut accéder à son appartement.

Montant des frais d'acte pour le détachement du garage de l'ensemble immobilier sis au n°12 place Jean Louis Noël : 1164 TTC.

Le Conseil Municipal, considérant qu'il est nécessaire d'avancer sur ce projet, valide le devis présenté et donne pouvoir à Madame la Maire pour signer toutes les pièces relatives à ce dossier

---

12 - Avenant au contrat d'assurance

Par courrier recommandé en date du 19 mai dernier, la SMACL, considérant l'augmentation de la sinistralité depuis la signature du contrat d'assurance avec effet au 1er janvier 2022, propose une révision des conditions d'assurances à compter du 1er janvier 2026 :

Application d'une franchise de 300 € pour tous les événements hors :

- événements climatiques : franchise 10 % du montant des dommages avec un minimum de 2 000 € et un maximum de 10 000 €
- dispositions légales, notamment la franchise « catastrophes naturelles »
- franchises particulières mentionnées dans le contrat en cours.

Il est précisé qu'à défaut de la signature de l'avenant correspondant, le contrat d'assurances DOMMAGES AUX BIENS sera résilié à l'échéance annuelle.

Le Conseil Municipal :

- valide la signature de l'avenant présenté ;
  - donne pouvoir à madame la Maire pour signer les pièces relatives à ce dossier.
-

13 - CCT : convention de partenariat pour des composteurs collectifs

Madame la Maire présente le projet porté par la Communauté de Communes concernant la mise en place de composteurs collectifs.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide de ne pas donner suite à ce dossier.

Fin de séance à 21h30.